



HAL
open science

Violence, guerre, armement et désarmement Enquête auprès de 50 experts français

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis. Violence, guerre, armement et désarmement Enquête auprès de 50 experts français. L'économie de guerre du XVIe siècle à nos jours, Centre d'Histoire Militaire et d'Etudes de Défense Nationale de Montpellier., 1989. hal-03041938

HAL Id: hal-03041938

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03041938>

Submitted on 24 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Violence, guerre, armement et désarmement Enquête auprès de 50 experts français

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

In

"L'Economie de Guerre du XVIème siècle à nos jours".
Centre d'Histoire Militaire et d'Etudes de Défense Nationale de Montpellier,
Montpellier, 1989 (25 pages).

Résumé : Sur la base d'un questionnaire ouvert, auquel ont répondu 50 experts français sur les thèmes de la violence, de la guerre, de l'armement et du désarmement, quatre thèmes ont principalement été abordés, à savoir la définition de la guerre, la perception des causes de la violence et des conflits armés, la responsabilité des armements dans les conflits et le désarmement comme facteur de paix. Il la perception des causes de la violence et de la guerre par des experts français reconnus pour leurs analyses de la guerre. Malgré une base éducative commune, les avis sont hétérogènes. L'armement n'est pas la cause des guerres, l'affrontement nucléaire est peu probable, les facteurs économiques ne sont pas importants dans le domaine de la sécurité et la vérification est indissociable du désarmement.

Summary: On the basis of an open questionnaire, to which 50 French experts on the themes of violence, war, armament and disarmament responded, four main themes were addressed, namely the definition of war, the perception of the causes of violence and armed conflict, the responsibility of armaments in conflicts and disarmament as a factor of peace. The perception of the causes of violence and war by French experts recognised for their analyses of war. Despite a common educational base, opinions are heterogeneous. Armament is not the cause of wars, nuclear confrontation is unlikely, economic factors are not important in the field of security and verification is inseparable from disarmament.

Violence, guerre, armement, désarmement, nucléaire
Violence, war, armament, disarmament, nuclear weapons

Les causes de la violence et de la guerre font l'objet de nombreux débats, dont l'actualité reste toujours obsédante. Depuis quelques années, il ne semble pas que les idées aient beaucoup avancé, mais dans leurs analyses les spécialistes de géopolitique introduisent consciemment ou inconsciemment des conceptions des conflits, de la violence, de l'armement ou du désarmement qui sont, au fond, déterminantes dans les conclusions de leurs théories ou de leurs conceptions. Le CEDSI (Centre d'Études de Défense et Sécurité Internationale de Grenoble), dans une approche itérative, s'est attelé à la tâche délicate de mettre en œuvre un questionnaire synthétique sur ces réflexions et de l'adresser à une centaine d'experts français. Au 28 septembre 1988, 47 questionnaires ont été remplis, notamment par des universitaires, généralement très bien informés et soucieux d'analyses conceptuelles rigoureuses.

Il faut dire que la plupart des experts ont eu quelques difficultés à remplir ce questionnaire qui impliquait une réflexion de type binaire ou ternaire souvent éloignée des méthodes pratiquées dans les sciences sociales. Sans aller jusqu'à admettre l'observation de F.G. Dreyfus selon laquelle « le questionnaire est vraiment trop discutable pour que les réponses soient réellement représentatives », il faut reconnaître que malgré des efforts de syntaxe longs et délicats, certaines questions n'ont pas nécessairement été comprises de la même manière par les différents

interlocuteurs. Nous avons, autant que faire se peut, tenu compte de cette situation et globalement, les réponses offrent des informations intéressantes sur le langage et les perceptions des conflits et des guerres des spécialistes français.

Quatre thèmes complémentaires ont été abordés :

- la perception des causes de la violence et de la guerre,
- la définition de la guerre,
- la responsabilité des armements dans les conflits,
- et enfin le désarmement en tant que facteur de paix.

I - LA PERCEPTION DES CAUSES DE LA VIOLENCE ET DE LA GUERRE

Deux questions ont été posées. D'abord, à partir d'une liste de causes généralement avancées pour expliquer la guerre, il a été demandé aux experts d'indiquer celles qui leur apparaissaient les plus significatives. Ensuite, la question du caractère moniste ou pluraliste du fondement de la guerre a été abordée.

I.1. Parmi les causes de la violence et de la guerre, quelles sont celles qui vous paraissent les plus significatives ?

Tableau n°1 - *Les causes de la violence*

	OUI	NON	NON CITÉ
1) La lutte pour le pouvoir	40	1	6
2) Lutte idéologique	35	2	11
3) Lutte religieuse	34	1	12
4) Violence inhérente à l'homme	28	9	10
5) Inégalités sociales	21	4	22
6) Crise économique	22	6	19
7) Ordre économique injuste	16	12	19
8) Droits de l'homme	16	9	22
9) Lutte des systèmes économiques	14	9	24
10) Lutte des classes	13	10	24

Ont été proposés par ailleurs :

- Lutte raciale (2 fois)
- Volonté de domination ou de puissance (3 fois)
- Nationalisme (2 fois)
- Crise intérieure
- Rivalité territoriale (2 fois)
- Conflits ethniques ou tribaux (2 fois)
- Militarisation du pouvoir civil

- Rupture des approvisionnements
- Impérialisme
- Pacifisme
- L'ennui
- Lutte pour le contrôle des richesses et des espaces
- Héritages historiques

Parmi ces propositions, certaines s'apparentent étroitement aux propositions du questionnaire. Ainsi en est-il des couples volonté de domination-lutte pour le pouvoir, crise économique-crise intérieure, lutte pour le contrôle des richesses et des espaces-ordre économique international injuste, etc. Au fond, il est vrai que dans le questionnaire manquaient les dimensions spatiales et ethniques.

Plusieurs observations ont été faites.

1- Le recteur Hugues Tay considère qu'aucune des expressions proposées n'est satisfaisante, car la guerre, c'est d'abord la poursuite d'une action politique, ce n'est pas une pathologie du corps social, mais l'expression de la volonté politique du souverain. Cette conception proche de Clausewitz pourrait toutefois être ramenée, au moins au niveau du souverain, à la lutte pour le pouvoir.

2- Le professeur Alain Pellet note que la lutte pour le pouvoir, la violence inhérente à l'homme, les luttes idéologiques et religieuses ne sont pas, en elles-mêmes, des causes de violence ou de guerre, ce qui est contesté fortement par la majorité des réponses. Cependant, l'idée que ces causes "visibles" ne seraient pas au fond les causes fondamentales des guerres mériterait probablement d'être analysée ou au moins proposée à la réflexion du groupe d'experts.

3- Claude Nigoul note que la pondération des causes dépend du contexte spatial, temporel, culturel, ce qui l'amène à accepter de nombreuses causes aux guerres, alors que Maurice Torrelli considère, à juste titre, qu'il est souvent difficile de distinguer les inégalités sociales, la lutte des classes, l'injustice. Cette réflexion nous a conduit à faire un rapide calcul du nombre de questionnaires avançant au moins une raison purement économique : crise économique, inégalités sociales, lutte des systèmes économiques, ordre économique international injuste. Trente-cinq experts ont cité au moins l'une de ces causes, ce qui donne au facteur économique un rôle non négligeable dans l'émergence des conflits, de la violence et de la guerre.

4- Didier Bigo souligne que la grille de lecture des causes peut évoluer dans le temps et qu'il y a des rapports étroits entre idéologie, religion et pouvoir, entre pouvoir, crise économique, ordre international,

lutte des systèmes économiques, inégalités sociales et lutte des classes. Dominique David remarque que toutes ces causes se chevauchent et que les propositions se limitent à celles qui prédominent dans les conflits armés contemporains. La combinaison des facteurs de la guerre est spécifique des sociétés étudiées, autrement dit il n'existe pas de matrice générale, intertemporelle de la violence, notamment de la violence armée.

La lutte pour le pouvoir comme cause de la guerre semble être la cause qui ne fait pas l'objet de polémique puisqu'une seule réponse la réfute et plus de 84 % des experts la cite sans ambiguïté. Les luttes idéologiques et religieuses sont aussi des facteurs de guerre importants, alors que la violence inhérente à l'homme recueille près de 60 % des suffrages. Les autres causes sont citées par moins de la moitié des experts, même si le rejet de leurs effets sur la guerre est relativement faible. Au fond, les quatre causes citées ci-dessus semblent fondamentales, quand bien même les autres facteurs seraient susceptibles d'avoir, conjoncturellement, des effets non négligeables.

Les résultats sont très intéressants puisqu'ils soulignent l'importance des facteurs politiques (lutte pour le pouvoir), biologiques (violence inhérente à l'homme), philosophiques (idéologies et religions) et dans une moindre mesure économiques. Au fond, il n'existe pas une seule cause à la guerre : celle-ci sollicite l'ensemble des dimensions de l'homme, au même titre d'ailleurs que son symétrique la paix.

I.2. Y a-t-il une cause dominante ?

La réponse à cette question a fait l'objet, dans le passé, de nombreux débats, qui n'ont pas abouti à un accord général. Les perceptions actuelles des causes de la violence et de la guerre semblent toujours aussi contradictoires :

16 OUI 21 NON 10 SANS RÉPONSES

Sur les 16 réponses positives, 6 considèrent que la violence inhérente à l'homme est la cause essentielle des guerres, contre 5 réponses pour la lutte pour le pouvoir, deux réponses pour la volonté de domination et de puissance et une réponse favorable chacune au nationalisme, à la religion, à la politique du souverain. Les facteurs économiques et la lutte des classes ne sont jamais cités.

Dominique David note par contre que la violence est une production culturelle comme une autre.

La dispersion même de ces réponses est une confirmation du caractère non-moniste de la guerre.

II - DÉFINITION DE LA GUERRE

Le questionnaire a eu pour ambition d'affiner la définition de la guerre.

II.1. Il a d'abord été demandé si ce mot devait être réservé aux conflits armés.

La réponse est sans ambiguïté :

33 OUI, 13 NON et 1 OUI (au niveau du vocabulaire) et NON (Science des conflits).

Il est à noter que, malgré des formations universitaires différentes, les réponses ne recoupent pas vraiment le clivage économiste, juriste, politologue.

Pour préciser les opinions des experts qui souhaitaient conserver aux conflits armés le mot guerre, étaient faites plusieurs propositions :

Tableau n°2 - *Les acteurs de la guerre*

	OUI	NON	SANS OPINION
1) Entre États	37		
2) Groupes sociaux	24	5	8
3) État et peuples	16	8	13
4) Classes sociales	14	12	13
5) Systèmes économiques	13	11	13
6) État et Nation	1		

Quelques experts ayant refusé de réserver le mot guerre aux conflits armés se sont exprimés sur cette question, ce qui explique le nombre plus important de réponses à cette question que de réponses positives à la question précédente. Probablement que la série de question aurait pu être mieux posée, d'abord en demandant si le concept de guerre devait ou non être réservé aux conflits entre États et ensuite, en cas de réponse négative, de faire préciser le type de groupe sociaux qui apparaissent comme des acteurs de la guerre.

Il apparaît très clairement que la guerre, c'est d'abord un conflit armé entre États ou groupes sociaux (guerre civile).

1) Le Professeur Louis Dubouis aurait souhaité introduire la domination par la menace militaire dans le concept de guerre (ce qui est expressément contesté par Guy Pedroncini), alors que le Recteur Tay, considérant que la violence est un continuum, s'interroge sur le niveau de violence nécessaire à la justification de l'appellation guerre. De

manière plus générale, il serait intéressant de mettre en évidence le caractère "continu" ou "daté" des conflits. Si l'on réfute l'hypothèse avancée par Louis Dubouis, la guerre peut être un phénomène "discret" (au sens mathématique du terme). Au contraire, si l'on accepte l'idée selon laquelle la menace de guerre c'est déjà la guerre, on se situe plutôt dans la perspective d'une perception de la guerre, comme un état quasi permanent et continu, s'exprimant selon des niveaux de violence plus ou moins élevés.

2) Jean Klein fait remarquer que les guerres coloniales ne se réduisent pas à un affrontement entre les systèmes économiques (ce qui, à notre sens, est une perception étroite de la notion de système économique) et il aurait souhaité quelques mots sur les guerres entre États appartenant à des systèmes politiques et économiques similaires. Enfin, il soulève un point très important, la question de savoir si les opérations militaires menées par une puissance dominante contre le peuple d'un État satellite sont une opération de guerre ou une simple opération de police ? En élargissant la question, il nous oblige à réfléchir sur les liens étroits qui existent entre le fait militaire et le fait policier, et la difficulté concrète à les distinguer dans de nombreuses situations. Une définition de la guerre nécessite probablement une distinction entre les activités policières et les activités militaires.

3) Didier Bigo suppose que la reconnaissance par deux adversaires de leurs conflits, dans une relation proche de la symétrie, devient guerre à partir du moment où il y a usage des armes. Dans ce contexte, le terrorisme semble échapper au concept de guerre. Cette idée est reprise plus rapidement par Gérard Duchene qui parle de guerre lorsqu'il y a conflits armés entre groupe d'hommes organisés, quels que soient leurs buts.

4) Le Doyen José Savoye considère que le terme de guerre doit être réservé à l'affrontement armé et sanglant de Prince à Prince, d'État à État, de peuple à peuple. Tout conflit n'est pas la guerre et la science des conflits n'est pas celle de la guerre; celle-ci suppose l'intervention d'un acteur qui détient le monopole de la violence armée organisée; les autres conflits peuvent utiliser le concept de guerre à condition d'ajouter un adjectif : guerre civile, religieuse, ethnique, froide, voire "en dentelles". Cette appréciation semble être partagée par Guy Pedroncini.

Nous savons déjà que la guerre c'est d'abord un conflit armé entre les États ou des groupes sociaux organisés. Il est utile de se pencher alors sur toutes les autres formes de conflits couramment nommés guerre et qui n'entrent pas dans cette définition.

II.2. Comment désigner les conflits armés pour lesquels le concept de guerre vous paraîtrait inadapté ou inadéquat ?

La réponse à cette question est normalement limitée aux experts qui souhaitent réserver le terme guerre aux conflits armés entre États. Il y a eu peu de propositions à cette question, puisque moins de 30 % des experts ont fait des propositions concrètes, parfois accompagnées de points d'interrogation. En outre, il n'y a pratiquement jamais eu de tentative de justification du mot proposé.

Tableau n°3 - Liste des propositions de substitution au concept de guerre.

- Pour les conflits armés entre systèmes économiques (15 propositions)

- Concurrence (3 fois)
- Compétition (3 fois)
- Rivalité (3 fois)
- Lutte
- Antagonisme
- Rapports de force
- Confrontation
- Conflit idéologique
- Conquête/Libération
- Affrontement
- Système de violence économique
- Crise
- Lutte pour l'hégémonie
- Guerre économique
- Conflit économique

Le nombre et le caractère peu répétitif des propositions montrent à l'évidence les difficultés conceptuelles devant lesquelles la réflexion sur la guerre bute. On peut s'interroger aussi sur la qualité de la compréhension de la question posée.

- Entre classes sociales (10 propositions)

- Lutte des classes (4 fois)
- Affrontement (2 fois)
- Guerre civile (2 fois)
- Révolution
- Conflit social
- Conflit interne
- Antagonisme
- Violence sociale
- Violence limitée
- Rivalité

Les propositions sont moins nombreuses, mais elles tendent à éliminer l'idée d'affrontement (qui a déjà été utilisé pour les systèmes économiques), à moins de lui adjoindre un qualificatif.

- Entre groupes sociaux (10 propositions)

- Conflits (3 fois)
- Guerre civile (3 fois)
- Lutte (2 fois)
- Antagonisme
- Affrontement
- Conflits internes
- Système de violence privée
- Conflit armé non international
- Rivalités

- Entre État et peuples (13 propositions)

- Guerre civile (4 fois)
- Répression (2 fois)
- Lutte
- Antagonisme
- Révolution
- Oppression
- Mouvement libération
- Combats
- Crise sociale civile
- Dissidence collective
- Système de violence étatique
- Oppression militaire
- Conflits internes

22 questionnaires n'ont fourni aucune réponse à ces questions, soit plus de 45 % des personnes interrogées. Au fond, l'abondance des mots proposés est une démonstration saisissante de l'insuffisante conceptualisation des conflits. Il n'est pas certain que le vocabulaire nous aide actuellement à comprendre les faits de la société contemporaine.

1) Pour Alain Joxe, il n'y a pas de différence aujourd'hui entre guerre et conflit armé.

2) Le Professeur Bernard Chantebout considère qu'en employant le terme "guerre" à tout propos, on banalise le concept, ce qui a deux conséquences : dans le domaine international, la guerre devient licite puisqu'elle est la situation normale de l'humanité, et dans le domaine interne, toutes les restrictions aux libertés sont permises puisque l'état

Violence, guerre, armement et désarmement

de guerre le justifie. Cette observation nous paraît particulièrement judicieuse et elle mérite probablement d'être approfondie.

3) Dominique David considère qu'il existe un continuum conflictuel intégrant toutes les formes d'affrontements sociaux possibles. Le conflit armé ne représente qu'un moment de ce continuum.

Il a ensuite été demandé si certaines situations violentes pouvaient être appelées guerre.

II.3. Peut-on parler de guerre à propos de plusieurs situations violentes :

Les réponses sont condensées dans le tableau n°4. Il faut noter que la rédaction du questionnaire aurait pu être plus satisfaisante en demandant aux experts si les termes de guerre économique, guerre diplomatique, guerre commerciale, guerre psychologique, guerre religieuse ou guerre idéologique leur paraissaient adaptés.

Tableau n°4 - *Situations violentes et guerre*

	OUI	NON	SANS OPINION
- des prises d'otages	13	16	18
- de la domination par la menace militaire	13	17	17
- de la compétition idéologique	11	19	17
s - des sanctions et embargos économiques	11	21	15
- de la lutte pour la répartition des richesses	5	21	21
- de la compétition économique	7	24	16
- de la résistance non-violente	6	22	19
- des sanctions diplomatiques	5	24	18

Il y a une nette majorité pour refuser l'appellation guerre aux conflits cités ci-dessus, malgré le caractère fortement militaire de la prise d'otages et de la domination par la menace.

1) Jacques Aben estime que l'on peut parler de guerre chaque fois qu'un groupe veut imposer sa volonté à un autre, mais il lui semble préférable de conserver ce terme pour les conflits entre États ou groupes à vocation étatique.

2) le Professeur Maurice Torelli considère qu'il y a guerre dès lors qu'il y a volonté d'imposer sa loi par les moyens de pressions ou de résister à celles-ci. La menace est une nouvelle forme de guerre qui vient en appui, par exemple, à la stratégie indirecte. *

3) Jean Klein nous fait observer que la résistance non-violente peut conduire à des affrontements dans lesquels l'une des parties fait usage des armes; ce conflit pourrait être appelé guerre, alors même que les tenants de la non-violence préféreraient le terme de "dissuasion civile".

4) José Savoye considère que l'énumération proposée représente des actes de guerre, mais non la guerre elle-même. La notion de stratégie indirecte en rend assez bien compte, ainsi que la notion de "bonne guerre" de Sun Tsen.

Puisque le mot guerre n'est pas adéquat pour nommer ces situations de violence, quelles expressions faut-il utiliser ?

Tableau n°5 - *Appelation alternative des conflits*

	PROPOSITIONS
- Sanctions et embargos économiques	1) Mesures (2 fois) 2) Contre-mesures 3) Contraintes économiques 4) Instrument économique de défense ou de rétorsion 5) Pression économique 6) Contraintes économiques à portée limitée
- Guerre idéologique	1) Conflit idéologique (8 fois) 2) Lutte idéologique (3 fois) 3) Affrontement (3 fois) 4) Révolution (2 fois) 5) Confrontation idéologique 6) Antagonisme idéologique 7) Propagande 8) Tensions idéologiques 9) Rivalité idéologique
- Guerre diplomatique	1) Conflit diplomatique (8 fois) 2) Tensions diplomatiques (4 fois) 3) Affrontement diplomatique (2 fois) 4) Influence diplomatique 5) Confrontation 6) Crise 7) Lutte 8) Pression 9) Sanction

Violence, guerre, armement et désarmement

- Prises d'otages
 - 1) Terrorisme (4 fois)
 - 2) Piraterie
 - 3) Petite guerre
 - 4) Subversion
 - 5) Stratégie indirecte
 - 6) Acte de guerre
 - 7) Conflit

- Guerre économique
 - 1) Conflit (8 fois)
 - 2) Compétition (5 fois)
 - 3) Rivalité (3 fois)
 - 4) Rétorsion (2 fois)
 - 5) Défense économique
 - 6) Dumping
 - 7) Représailles
 - 8) Contre mesures
 - 9) Concurrence
 - 10) Pression
 - 11) Antagonisme

- Domination par la menace militaire
 - 1) Conflits (3 fois)
 - 2) Guerre (2 fois)
 - 3) Oppression
 - 4) Domination
 - 5) Satellisation
 - 6) Pressions
 - 7) Capitulation
 - 8) Alignement
 - 9) Renoncement
 - 10) Intimidation
 - 11) Système de violence militaire passive
 - 12) Impérialisme
 - 13) Hégémonie
 - 14) Affrontement
 - 15) Cœrcition militaire
 - 16) Tensions

- Conflit non-violent
 - 1) Résistance passive (2 fois)
 - 2) Tensions politiques (2 fois)
 - 3) Résistance passive non militaire
 - 4) Défense passive
 - 5) Lutte passive
 - 6) Affrontement non-violent
 - 7) Conflit non armé

Si les propositions alternatives sont nombreuses, aucune ne se dégage vraiment. Au fond, les propositions n'excèdent jamais, dans le meilleur des cas, un peu plus de 10 % des réponses.

Par contre, les propositions pour le maintien et les non réponses qui laissent présager l'absence de mots permettant la substitution de ces expressions sont nombreuses et largement majoritaires.

Tableau n°6 - *Maintien des expressions habituelles*

Expressions	Maintien
- Sanctions économiques	40
- Prises d'otages	37
- Conflits non-violents	33
- Domination par la menace militaire	32
- Guerre économique	31
- Guerre idéologique	30
- Conflits diplomatiques	30

Aucune de ces expressions ne semble sérieusement devoir être remplacée, malgré le désir de la plupart des spécialistes de réserver le mot guerre aux conflits armés entre États. Il y a là une contradiction qui pourrait être aisément levée à la suite de la proposition d'Alain Pellet qui suggère de conserver les guillemets chaque fois que le mot guerre ne répond pas vraiment à la définition exacte.

Selon J.F. Guilhaudis, la guerre, c'est d'abord un conflit armé entre états auquel s'applique le droit international (droit de la guerre). Ce conflit est un conflit majeur (durée, intensité) incompatible avec le maintien d'un Etat de paix. Tout emploi de la force armée dans les relations entre Etats ne doit pas être assimilé à la guerre, car la pratique des Etats et le droit international ont établi des distinctions qui sont utiles. Parfois, l'utilisation limitée et temporaire de la force ne remet pas en cause l'état de paix. Il n'est pas indispensable de réserver le mot guerre aux conflits armés de longue durée et de grande intensité entre États, sans pour autant l'utiliser à tout propos, notamment dans le cas du terrorisme. La guerre implique toujours des restrictions à la liberté des individus nationaux ou étrangers. Dire que le terrorisme c'est la guerre, c'est aussi admettre la mise en place de mesures restrictives concernant les droits des individus. Dans ce cas, le terrorisme ne doit pas être apparenté à la guerre, d'autant que les États impliqués conservent des relations diplomatiques quasi-normales. L'acceptation du mot guerre est-elle pour autant limitée aux conflits armés ? On parle de guerre idéologique ou de guerre économique, par exemple. La présence d'un qualificatif permet d'éviter la confusion avec la guerre tout court. Elle souligne la

dégradation des relations entre les acteurs internationaux, au point d'envisager des formes plus violentes. Un seuil serait sur le point d'être franchi.

Cette première exploitation du questionnaire est intéressante, car elle montre le caractère multiple de la guerre et la difficulté qui en résulte de la conceptualiser.

III - LES ARMES SONT-ELLES UN FACTEUR DE GUERRE ?

Les armes peuvent, de manière générale, être à la source des conflits. En outre, l'armement nucléaire répond à une logique spécifique qu'il est intéressant d'analyser.

III.1. Les armes et les conflits

La question est de savoir si les armes sont des causes de la guerre, si les conflits entre États se soldent par une course aux armements et si l'armement est un facteur d'insécurité.

1- A la première question de savoir si les armes peuvent être considérées comme étant à l'origine de la guerre, il n'y a eu que 3 réponses positives, contre 21 franchement négatives, 20 parfois et 3 réponses qui semblaient osciller entre le NON et le Parfois.

2- Sur l'inévitabilité de la course aux armements en cas de conflits entre deux États, il y a eu 25 OUI (dont 1 le plus souvent, 1 presque toujours, 1 ça dépend et 1 parfois) et 21 NON. Les avis sont donc très partagés, avec un léger avantage sur le caractère inévitable de la course aux armements.

3- A la question portant sur l'armement comme facteur d'insécurité, il y a eu 7 OUI, 8 NON, et 32 Parfois. Cette dernière réponse met en évidence les dangers du surarmement et du développement des conflits dans les États pouvant disposer de matériels militaires conséquents.

L'armement n'est pas la cause fondamentale des guerres, mais il prolifère et devient quelquefois un facteur non négligeable d'insécurité. Cette réponse est plutôt globalement dans la mouvance de la *Peace Research*, ce qui est pour le moins étonnant.

III.2. La logique interne de l'armement nucléaire

Trois questions reviennent constamment dans les études actuelles sur l'armement nucléaire : la probabilité d'une guerre nucléaire

accidentelle, la prolifération nucléaire et le risque des systèmes défensifs. Elles ont été posées à notre échantillon de spécialistes.

Tableau n°7 - *Probabilité d'une guerre nucléaire*

0	Grande et très grande
4	Moyenne
14	Faible
22	Très faible
5	Nulle
2	Sans opinion

Il y a donc une assez grande diversité d'analyse, encore que la prise en compte du risque reste très subjective. En tout cas, la probabilité d'une guerre nucléaire apparaît être plutôt faible aux yeux des spécialistes français, mais 3 réponses seulement, soit 6 % des réponses, estiment nulle cette probabilité.

Tableau n°8 - *Inéluctabilité de la prolifération de l'arme nucléaire*

25	OUI
12	NON
10	Sans opinion

Il y a là une certaine contradiction des réponses avec celles de la question précédente, à moins de penser que la prolifération de l'arme nucléaire n'accroît pas le risque de guerre (ce qui correspond d'ailleurs à la théorie du général Gallois). Au fond, les spécialistes français croient fermement à la dissuasion nucléaire et ils estiment que les nouvelles puissances nucléaires s'y rallieront.

Tableau n°9 - *Risque de conflit nucléaire accru par le développement des systèmes défensifs.*

9	OUI
26	NON
12	Sans opinion

Cette réponse rejette clairement les conceptions soviétiques de Gorbatchev.

Christian Schmidt considère que la question ne se pose pas en ces termes. La vraie question est relative aux relations entre les doctrines stratégiques et les politiques.

Dominique David souligne qu'en théorie les systèmes défensifs comme l'I.D.S. peuvent accroître le risque de conflit, mais qu'en pratique, la question n'est pas pertinente. C'est l'idéologie anti-nucléaire en général qui accroît le risque de conflit. Cette version recoupe en grande partie la position officielle française sur la question.

En conclusion, pour les experts français, s'il y a de très faibles chances de déclenchement d'une guerre nucléaire accidentelle, la prolifération nucléaire est inéluctable et le risque de conflit militaire ne sera pas accru avec l'apparition des systèmes défensifs. Au fond, cette idée est très reaganienne.

IV - LE DÉSARMEMENT EST-IL UN FACTEUR DE PAIX ?

Cette question brutale n'a pas donné de réponse majoritaire.

Tableau n°10 - *Le désarmement comme facteur de paix*

6	OUI
2	OUI MAIS
20	PARFOIS
3	Cela dépend du type de désarmement
9	NON
7	Sans réponse

Il existe donc un grand scepticisme en ce qui concerne le désarmement, même si le jugement général est plutôt positif (28 personnes pensent que le résultat peut être positif, contre 9 qui semblent fermement hostiles au désarmement comme facteur de paix). Ces réponses sont donc assez étonnantes.

IV.1. Les politiques prioritaires de la sécurité internationale

Nous avons demandé un classement des principales situations améliorant la sécurité internationale. Il est évidemment difficile de synthétiser tous les classements individuels. Nous avons donc retenu trois critères principaux : 1) le nombre total de citations, 2) le nombre de citations dans les trois premiers et 3) le nombre de citations comme procédure la plus souhaitable (nombre de classements à la première place).

Tableau n°11 - Classement des politiques souhaitables en vue d'assurer une sécurité internationale optimale.

	Citations totales	Citations dans les trois premiers	Citations en premier
1) Négociations régulières entre les États en vue d'améliorer la confiance	37	23	14
2) La dissuasion nucléaire	31	26	14
3) Les systèmes de sécurité collective	24	14	6
4) Les Alliances	25	13	5
5) Le désarmement appliqué aux armes classiques	22	15	4
6) L'amélioration des flux d'information sur les potentiels militaires	24	8	4
7) Le désarmement nucléaire	20	10	5
8) Le désarmement appliqué aux autres armes de destruction massives	20	12	1
9) La réforme de l'Ordre Économique International Contemporain	20	10	1
10) La limitation de la course aux armements	18	6	1
11) La réduction des budgets militaires	18	3	1
12) La limitation des dépenses de RD militaires	16	5	1
13) La limitation du commerce international des armes	16	1	0
14) La limitation des crédits accordés aux industries d'armement	14	2	0
15) Le désarmement pour le développement	11	1	0
16) Le désarmement unilatéral	4	0	0
17) Le maintien d'un potentiel militaire classique défensif	1	1	0

Ce tableau est très intéressant. Il met en lumière.

1- L'importance des procédures de négociation entre les États est assez largement reconnue pour le maintien de la paix. Au fond, il faudrait créer un organisme international permanent, proche de la réalité militaire et stratégique contemporaine, dont l'objectif serait de négocier de manière constante la limitation des menaces militaires et de développer l'information sur les potentiels de destruction passive.

2- La dissuasion nucléaire apparaît, aujourd'hui encore, aux yeux des spécialistes français, comme le meilleur garant de la paix. La conception gaullienne de la dissuasion domine largement les conceptions de la sécurité des spécialistes français. Si l'on procède à une étude croisée de ces deux critères, on constate que 18 réponses seulement (un peu plus de 40 % des réponses) classent ces deux objectifs de sécurité de manière significative en même temps. Ce qui est finalement très peu, compte tenu de l'importance des réponses positives sur chacune des solutions à l'insécurité. En d'autres termes, les négociations régulières entre les États semblent plutôt exclure la dissuasion nucléaire comme facteur de sécurité; par contre, les partisans de la dissuasion sont moins opposés aux négociations internationales régulières.

Alain Joxe, Pierre Dussauge et Hugues Tay souhaitent d'abord la négociation avant la dissuasion nucléaire, alors que Claude Nigoul inverse le classement.

3- Les systèmes de sécurité collective et les alliances, de manière surprenante, obtiennent de justesse la majorité d'avis favorables sur les priorités de construction de la sécurité internationale. Ces deux solutions sont citées 27 fois dans les 3 premiers si l'on considère qu'il pourrait y avoir confusion entre les deux termes. La perception de la sécurité internationale par les experts français ne passe pas fondamentalement par un système de sécurité collective et/ou des alliances.

4- Le désarmement appliqué aux armes classiques et aux autres armes de destruction massive devrait être préféré au désarmement nucléaire, si l'on tient compte de l'importance des avis favorables à la dissuasion nucléaire. Les résultats ne sont pas aussi clairs que la logique l'imposerait, même si cette tendance est faiblement confirmée. Il n'en reste pas moins vrai que 18 réponses seulement ont cité le désarmement nucléaire parmi les 10 actions souhaitables pour améliorer la sécurité internationale.

5- L'amélioration des flux d'information est assez largement considérée comme une action prioritaire (50 % des réponses positives dans les 5

plus grandes priorités). Si l'on considère que cet objectif est étroitement lié aux négociations entre les États, ce sont 28 experts qui ont classé l'un et/ou l'autre parmi les 5 plus grandes priorités de la sécurité internationale.

6- Le contrôle des armements (limitation de la course aux armements) n'est pas considéré comme une priorité par les experts français.

7- L'action sur les facteurs économiques n'est pas aussi importante que certaines analyses bien connues le laissent supposer. Ainsi, les analyses sur l'importance du complexe militaro-industriel, sur la perversion de la Recherche-Développement militaire, sur l'importance du commerce international des armes ou même sur la nécessité de la réduction des budgets ne semblent pas, en première lecture, être une préoccupation importante des experts français par rapport aux autres possibilités d'action. Cependant, si l'on reconnaît assez majoritairement l'intérêt d'une réforme de l'ordre économique international contemporain, cet objectif, presque permanent dans les esprits, est rarement jugé prioritaire. Il est souvent devancé par d'autres solutions. Au total, les actions économiques ont été citées dans 17 réponses parmi les 5 plus grandes priorités, ce qui confirme les premières impressions sur l'importance limitée accordée par les experts français aux facteurs économiques dans la sécurité internationale.

8- Le désarmement pour le développement, pourtant une idée chère aux gouvernants français de tous bords, ne semble pas passer la rampe de l'analyse des experts. Aucun ne le cite comme priorité fondamentale, une seule réponse le situe à la troisième place et seulement 11 réponses en font état.

9- Le désarmement unilatéral est presque toujours exclu et lorsqu'il est cité, il est placé dans les toutes dernières places.

a- Gérard Duchêne et F.G. Dreyfus considèrent que la première priorité à la sécurité est dans la constitution d'une défense efficace et solide, mais ils n'indiquent pas les modalités de sa mise en place, sinon en soulignant l'importance des alliances. Par contre, José Savoye affirme que la sécurité passe exclusivement par la concorde entre les Nations qui ne peut elle-même reposer que sur le partage d'une communauté d'idéaux humanistes.

b- Pour insister sur l'ambiguïté de ces réponses, Didier Bigo s'interroge sur l'identité de la paix et de la situation de non guerre.

c- Dominique Saby considère que la liste proposée représente plutôt les conséquences de la paix et non pas le processus qui conduit vers celle-ci.

d- Dominique David considère enfin que ce classement ne signifie rien s'il ne se rapporte pas à un système national et international déterminé. Ce qui est vrai sur l'axe Est/Ouest ne l'est pas par ailleurs.

e- F.G. Dreyfus considère que les auteurs du questionnaire ne semblent pas dominer leur définition de la sécurité. Ce que manifestement ils partagent avec la grande majorité des experts eux-mêmes.

IV.2. Les acteurs du désarmement

Concernant les acteurs principaux de l'effort d'armement, les négociations entre toutes les puissances nucléaires recueillent le plus d'adhésions et le moins de rejet, mais de manière plus réaliste les accords entre les deux super-grands sont le plus souvent placés en tête. C'est ainsi que plus de 38 % des experts donnent la priorité aux accords entre les États-Unis et l'URSS contre à peine 20 % pour l'ensemble des puissances nucléaires. Il y a donc bien une confirmation de la responsabilité principale des deux super-puissances dans le processus de désarmement et le souhait de voir la France intervenir activement dans les négociations futures.

Tableau n°12 - Les acteurs du désarmement

Types d'accords	Citations	Première place	3 premières places	Refus
Par les négociations entre États-Unis et URSS	32	18	28	1
Par les négociations entre toutes les puissances nucléaires	33	11	32	0
Par les pactes militaires	27	4	22	3
Par les instances régionales	24	1	10	2
Par l'O.N.U.	17	4	7	3
Par des mesures unilatérales	7	0	1	4

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies n'obtient pas une franche adhésion en matière de désarmement, puisque 4 réponses seulement souhaitent lui accorder un rôle prépondérant, alors que 36 % des réponses la citent comme instance éventuelle de négociation.

Il y a eu huit réponses qui n'ont pas donné de classement ou qui refusent de ranger ces différentes possibilités indépendamment du contexte du désarmement. Ainsi, un expert indique d'une part que les instances régionales sont adaptées au désarmement conventionnel, alors que le désarmement nucléaire peut faire appel aussi bien à des négociations entre l'URSS et les États-Unis qu'à des négociations plus élargies et que d'autre part si les mesures unilatérales ne sont pas à exclure, l'O.N.U. doit garder un rôle d'instance de délibération. Par contre, la négociation entre les Pactes militaires recueille de nombreux suffrages (près de la moitié des réponses la cite parmi les trois modalités les plus efficaces).

1- Pascal Boniface, par un lapidaire, lequel s'interroge sur l'adaptation du type de désarmement aux acteurs concernés. Cette réponse avait déjà été posée indirectement par Gérard Duchêne et Dominique David qui avaient refusé de répondre à cette question.

2- Par contre José Savoye dit que l'effort de désarmement n'est que de la poudre aux yeux, car la suppression des moyens de faire la guerre n'élimine pas les causes de celle-ci.

3- Jean-Pierre Maury se demande même si le rôle de l'O.N.U. dans ce type de négociation ne ressortirait pas au gag.

4- Gérard Duchêne affirme que l'effort de désarmement peut être conduit par tout couple d'adversaires potentiels, ce qui est difficile, sauf au plus haut niveau, compte tenu de la diversité des menaces. Une réponse fait état de la nécessité de conserver le nucléaire, tout en réfléchissant sur son volume, ce qui fait référence au surarmement, alors que Maurice Torrelli pense qu'il faut d'abord éviter le désarmement, car essayer de réduire en conservant l'équilibre des forces n'a pas tellement de sens.

IV.3. L'accord I.N.F.

Sur l'accord I.N.F., les avis sont très partagés.

Tableau n°13 - *Comment qualifier l'accord I.N.F.?*

Prometteur	23
Dangereux	21
Spectaculaire	14
Insuffisant	8
Sans intérêt	3

L'accord I.N.F. semble aussi prometteur que dangereux, alors que son caractère spectaculaire est souvent souligné.

Alain Pellet parle aussi d'un accord prometteur, mais il ajoute la nécessité d'une vigilance accrue des puissances européennes, alors que Christian Schmidt s'interroge sur la suite donnée à ces accords.

Par contre, des effets indirects sont attendus de cet accord et paraissent indéniables, mais ils semblent limités aux autres volets de la négociation NST, START ou sur les systèmes défensifs.

Tableau n°14 - *Effets attendus de l'accord I.N.F.*

Effets	OUI	NON	SANS RÉPONSE
Effets d'entraînement	39	3	5
Effets d'entraînement sur les négociations relatives aux armes stratégiques	39	4	4
Effets d'entraînement sur les négociations sur les systèmes défensifs	25	17	5
Effets d'entraînement sur les négociations relatives aux essais nucléaires	20	17	10

Autres effets d'entraînement :

- Désarmement en Europe
- Armement conventionnel (2 fois)
- Désarmement pour le développement
- Réaction sur l'opinion publique
- Désarmement nucléaire régional
- Détente
- Développement des échanges culturels et économiques Est-Ouest

Ces réponses ne manifestent pas l'idée générale d'un effet d'entraînement décisif.

José Savoye considère que l'accord I.N.F. n'a aucun intérêt, sauf pour la cote de popularité de ceux qui nous gouvernent, alors que Michel Martin suppose que les effets d'entraînement peuvent naître de cette situation, mais sans effet automatique.

Cette analyse de l'impact de l'accord I.N.F. sur le désarmement semble en contradiction avec le jugement porté sur l'accord lui-même. Les réponses sur les effets indirects de l'accord reconnaissent de grandes promesses à cette initiative. Probablement aurait-il fallu demander si la réalisation même de cet accord était satisfaisante ou insatisfaisante. Toujours est-il que les experts français sont très partagés globalement sur l'intérêt de l'accord lui-même, mais ils considèrent généralement qu'il ouvre des voies intéressantes, notamment dans les négociations relatives aux armes stratégiques et aux systèmes défensifs, alors que son impact sur les négociations relatives aux essais nucléaires est très contesté.

IV.4. Désarmement et vérification

Plusieurs questions ont été posées sur la vérification des accords éventuels de désarmement.

Tableau n°15 - La nécessité de la vérification dans tout accord de désarmement

Questions	OUI	NON	SANS OPINION
- Peut-il y avoir désarmement sans vérification	4	42	1
- Le désarmement doit-il être vérifié :			
. par les parties	40	1	6
. à l'aide de contrôles internationaux	30	4	13
<i>in situ</i>	40	2	5

On constate que la vérification semble indissociable de toute action de désarmement, en particulier *in situ* et par les parties elles-mêmes.

Pourtant, Christian Schmidt, qui a répondu affirmativement à un désarmement sans vérification, ajoute que son efficacité sera discutable, alors que José Savoye se demande si la course aux armements ne va pas se transformer en course à la clandestinité. De manière prioritaire, la vérification doit être réalisée par les parties (de préférence ou en complément aux contrôles internationaux) et *in situ*. Plusieurs auteurs insistent sur la confiance nécessaire pour engager une procédure de désarmement.

Il avait été demandé de spécifier les moyens de vérification selon plusieurs catégories d'accords : désarmement nucléaire, désarmement des armes classiques, désarmement chimique et biologique et la réduction des dépenses militaires. Bien peu de réponses ont été faites. Elles insistent généralement sur l'importance du contrôle *in situ* et par satellite, sur la difficulté de mettre en place un désarmement chimique et biologique et sur la quasi-impossibilité de vérifier les dépenses militaires.

Enfin, à la grande question de confiance sur l'efficacité globale de la vérification, les réponses sont plutôt positives, mais largement teintées de scepticisme.

Tableau n°16 - *Efficacité globale des procédures de vérification des accords de désarmement*

- 17 OUI
- 5 NON
- 19 PARFOIS
- 1 NON et PARFOIS
- 5 SANS OPINION

1- Jean Klein conclut que les accords de désarmement doivent être vérifiables, mais les méthodes varient selon l'objet du traité et les techniques de contrôle mises en œuvre. L'efficacité de la vérification dépend de facteurs multiples, mais les parties doivent se voir offrir des garanties concernant le respect des engagements de désarmement pris.

2- Louis Dubouis insiste sur le fait que, sans vérification, il ne saurait y avoir de politique de désarmement et d'apaisement durable de la méfiance.

Rappelons brièvement les principaux résultats obtenus.

La guerre, c'est d'abord un conflit armé entre États ou groupes sociaux. Il n'existe pas une seule cause à la guerre. Les résultats soulignent l'importance des facteurs politiques (lutte pour le pouvoir), biologiques (violence inhérente à l'homme), philosophiques (idéologies et religions) et économiques. L'armement n'est pas une cause fondamentale de la guerre, qui sollicite l'ensemble des dimensions de l'homme.

Une guerre nucléaire accidentelle est très peu probable, la prolifération nucléaire est inéluctable et le risque de conflit nucléaire n'est pas accru avec l'apparition des systèmes défensifs.

En matière de sécurité, les facteurs économiques sont secondaires. Les négociations et la dissuasion nucléaire sont considérées majoritairement comme les solutions les plus adaptées à la sécurité internationale de notre époque.

La vérification est indissociable de toute action de désarmement. De manière prioritaire, elle doit être réalisée par les parties (de préférence ou en complément des contrôles internationaux) et *in situ*. Globalement, l'efficacité de la vérification peut être bonne, à condition de s'entourer de toutes les précautions possibles.

Bibliographie

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Stratégique, Paris,

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1983), A la recherche du pacifisme en France N° Spécial, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble & Lyon, 1983

Fontanel, J. (1984), Economie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, Ares, Défense et Sécurité Série "Désarmement et course aux armements", Grenoble, Mai 1986.

Fontanel, J., Smith, R. (1985) L'effort économique de défense, Arès, Défense et Sécurité, n° Spécial.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (1988), Les conceptions de la violence, de la paix et du désarmement, Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur, Paris, Septembre 1988